

Les amis DU CRDI

www.crdi.ca

IL FAUT PLUS QUE DES MANIFESTATIONS POUR ASSURER L'AVENIR DES PAYS EN DÉVELOPPEMENT

LE FORUM DE DAVOS QUI A EU LIEU EN JANVIER 2001, AINSI QUE LES RÉUNIONS DU G-20 À MONTRÉAL ET CELLES DE LA BANQUE MONDIALE ET DU FONDS MONÉTAIRE INTERNATIONAL À PRAGUE L'AN DERNIER, ONT DE NOUVEAU SOULEVÉ DES PROTESTATIONS SANS DOUTE ANIMÉES DE NOBLES INTENTIONS. MAIS ELLES S'ACCOMPAGNAIENT AUSSI DE VANDALISME. ET TOUT INDIQUE QUE D'AUTRES MANIFESTATIONS DE GRANDE ENVERGURE SE DÉROULERONT À QUÉBEC, LORS DU SOMMET DES AMÉRIQUES EN AVRIL PROCHAIN.

Il est certes difficile de blâmer ceux qui s'insurgent contre le despotisme ou les échecs des grandes institutions mondiales qui possèdent le pouvoir. Mais les sociétés pauvres de ce monde — spécialement celles du Sud — méritent davantage que des manifestations bruyantes. Elles ont surtout besoin d'acquiescer par elles-mêmes des connaissances qui les aident à comprendre et à négocier les conditions qui les sortiraient de l'impasse. Sans ce savoir, le développement ne peut éclore.

Différents projets financés par le CRDI commencent à infléchir la position défavorable des pays pauvres du Sud en renforçant leur capacité d'analyser leur propres besoins et de faire valoir leurs intérêts lors des négociations internationales en matière de commerce. C'est le cas, entre autres, du Réseau de l'Amérique latine sur le commerce — créé en 1998 — et qui comprend des chercheurs et décideurs réputés de la région. Le gouvernement de l'Argentine a sollicité l'aide du Réseau dans

la préparation de la position nationale en vue des négociations commerciales internationales. L'Institut de la Banque mondiale a également collaboré avec le Réseau pour adapter ses cours de formation en matière de politique commerciale aux besoins de l'Amérique latine. Plus de 70 négociateurs commerciaux, décideurs, chercheurs, gens d'affaires et autres ont déjà suivi ces cours à Buenos Aires et Lima.

L'Initiative en faveur d'une gouvernance financière mondiale est un autre projet du CRDI à surveiller. Ce nouveau projet examine les causes des crises financières et explore comment contourner ces crises ou les atténuer. Il aborde aussi les questions à plus long terme en ayant soin de protéger ceux que la mondialisation des marchés marginalise. Il encourage enfin la recherche sur la démocratisation et une meilleure gouvernance de la Banque mondiale, de l'OMC et des autres puissantes institutions internationales. Bien gouvernées, les institutions de la finance et du commerce mondial peuvent aider les économies émergentes à profiter des possibilités offertes par le commerce mondial et l'investissement à grande échelle.

Les hommes et les femmes des pays pauvres ont le droit de gérer leur avenir social et économique. En réinvestissant dans le développement, le Canada, qui a maintenant des excédents budgétaires, peut les aider à bâtir leur propre avenir. Il s'agit d'un nouvel engagement en faveur de l'amélioration des conditions de vie des populations du Sud, un gage de paix et de prospérité mutuelle. L'avenir sans le Sud n'est pas un avenir. Cet engagement est un devoir pour les Canadiens et un enjeu collectif.

Maureen O'Neil

Maureen O'Neil
Présidente

COMMENT FAIRE D'UN CONFLIT UN ATOUT

À l'occasion du 16e Symposium de l'Association internationale des systèmes d'exploitation agricole qui s'est déroulé à Santiago du 27 au 29 novembre 2000, le CRDI a lancé le livre intitulé *Cultivar la Paz : Conflicto y Colaboración en el Manejo de los Recursos Naturales*. S.E. Paul Durand, ambassadeur du Canada au Chili, était l'hôte de l'événement.

Publié par les Éditions du CRDI, ce livre réunit des spécialistes d'Amérique latine, d'Afrique et d'Asie. *Cultivar la Paz* présente des essais et des études de cas illustrant de façon originale comment les conflits qui éclatent dans certaines régions en développement peuvent mener à une gestion partagée des ressources naturelles.



« LES CONFLITS PEUVENT AVOIR BEAUCOUP DE RÉPERCUSSIONS NÉGATIVES, MAIS ILS PEUVENT AUSSI ÊTRE DES CATALYSEURS DE CHANGEMENTS SOCIAUX FORT POSITIFS » AFFIRME DANIEL BUCKLES, SPÉCIALISTE PRINCIPAL DE PROGRAMMES AU CRDI ET DIRECTEUR DE LA PUBLICATION. « L'ESSENTIEL N'EST PAS TANT DE RÉSOUDRE CES DIFFÉRENDS, PUISQU'IL N'EST PEUT-ÊTRE PAS POSSIBLE D'Y PARVENIR, MAIS DE LES GÉRER DE FAÇON À CE QU'ILS INCITENT AU CHANGEMENT PLUTÔT QUE DE MENER À LA VIOLENCE. »

Un conflit peut devenir un instrument privilégié pour les groupes marginalisés qui cherchent à surmonter les inégalités dans la répartition des richesses et qui revendiquent leurs droits. Par exemple, dans la vallée de Copán au Honduras, un conflit a permis d'entamer des négociations entre les Indiens Chorti, le gouvernement et les grands propriétaires terriens. « Il importe particulièrement que les intervenants préoccupés par tous les effets de l'utilisation des ressources participent à l'élaboration des solutions », fait valoir Jacqueline Ashby, directrice de la recherche au Centre international d'agriculture tropicale (CIAT).

Cultivar la Paz illustre les résultats obtenus par des scientifiques dans un nouveau domaine de recherche et de pratique du développement qui suscite de plus en plus d'intérêt : la gestion communautaire des ressources naturelles. Cette démarche est unique en ce qu'elle mise sur les connaissances et la participation des collectivités et organismes qui partagent une ressource. Il s'agit le plus souvent des pauvres des régions rurales ou des minorités ethniques politiquement et économiquement laissées pour compte. « Nous ne cherchons pas uniquement, par cette démarche, à assurer la durabilité des ressources naturelles, mais à veiller à ce que les collectivités qui en dépendent puissent y avoir accès et les utilisent de manière plus équitable », fait valoir Jacqueline Chenier, coordonnatrice nationale de Pastoral de la Tierra y del Medio Ambiente, qui relève de Caritas établi au Honduras.

Pour obtenir un exemplaire gratuit de cette publication (disponible en anglais en français et en espagnol), prière de contacter les Éditions du CRDI : pub@idrc.ca et indiquer que vous êtes un Ami du CRDI.

LE CRDI ET LA FONDATION FORD : UN PARTENARIAT RENOUVELÉ

LE CRDI A REDONNÉ UN NOUVEAU SOUFFLE AU PARTENARIAT QUI L'UNIT À LA FONDATION FORD DEPUIS PLUS DE 20 ANS.

Depuis 1998, des pourparlers survenus entre Maureen O'Neil et la présidente de la Fondation Ford, Susan Berresford, ont permis de renforcer le partenariat entre les deux institutions, particulièrement via leurs bureaux régionaux respectifs. Déjà, le bureau de la Fondation au Caire, en Égypte, appuie les efforts menés par le CRDI depuis un an pour développer un programme de recherche novateur portant sur l'amélioration de la santé grâce à une meilleure gestion de l'écosystème au Moyen-Orient et en Afrique du Nord. En février 2001, la Fondation a confirmé son appui en annonçant une contribution de 250,000 \$ US au financement de projets dans ce domaine d'avant-garde. Le CRDI a fourni un montant équivalent.

Les deux institutions explorent aussi conjointement de nouvelles avenues pour promouvoir une gestion durable et équitable des plantes médicinales et aromatiques en Asie. À cet égard, la

Fondation Ford a souligné la pertinence d'une rencontre organisée à Pokhara, au Népal, en janvier 2001, par le programme sur les plantes médicinales et aromatiques en Asie (MAPPA) établi au CRDI. Cet événement a réuni des décideurs, des chercheurs ainsi que des représentants d'ONG et du secteur privé. « Des ateliers et des échanges comme ceux-ci sont un terrain fertile pour acquérir une meilleure compréhension des questions communes, forger des solutions créatrices et consolider les fondations d'une action concertée », indique Doris Capistrano du bureau de la Fondation à New Delhi. « En partenariat avec le CRDI, la Fondation Ford a eu le privilège d'être associée à MAPPA depuis sa création. Nous sommes heureux de compter sur l'accompagnement constant et le leadership de MAPPA dans la gestion durable des plantes médicinales dans la région. »

Au cours des deux dernières décennies, le CRDI et la Fondation Ford ont collaboré à plus d'une centaine de projets dans les domaines suivants : la politique économique, la biodiversité, la gestion de l'environnement (incluant la gestion communautaire des ressources naturelles), la reconstruction sociale, le commerce international, le développement communautaire, la santé, l'agriculture urbaine, l'éducation supérieure et les technologies de l'information et de la communication.

LE CRDI DANS LES MÉDIAS

LA NOUVELLE CIBLE DES GÉANTS DU TABAC : LES FEMMES ET LES ENFANTS DES PAYS LES PLUS PAUVRES

Linda Waverley Brigden, directrice générale du Secrétariat de la Recherche pour la lutte mondiale contre le tabac, établi au CRDI à Ottawa, a signé récemment un commentaire portant sur le fléau du tabac dans les pays en développement. Près de 70% des consommateurs de tabac dans le monde se trouvent aujourd'hui dans les pays du Sud. Le point de vue de Madame Brigden a été publié par *The Globe and Mail* et *Earth Times* en novembre 2000.

Madame Brigden a réagi à une publicité particulièrement insidieuse parue dans un numéro du magazine *Newsweek*. Cette publicité présentait une magnifique Africaine au visage radieux. La légende, en swahili et en anglais, disait : « Kila mtu ana uzuri wake. Aucune institution n'a l'apanage de la BEAUTÉ. VIRGINIA SLIMS. Osez vous exprimer. »

Ce genre de publicité piège les femmes du monde en développement car elle entretient leur dépendance, indique Madame Brigden. De plus, le tabac présente un réel danger pour la santé. On estime qu'en 2025, 70% des 10 millions de morts associés au tabac se produiront chaque année dans les pays du Sud. Et il y a fort à craindre que les enfants du Sud commenceront à fumer de plus en plus jeunes. Le tabac met également en danger le développement durable. Les budgets de santé, le commerce, la fiscalité, les politiques sociales et l'environnement en ressentent les effets. De plus, la culture du tabac épuise le sol plus rapidement que beaucoup d'autres plantes et elle requiert une grande quantité d'engrais et de pesticides.

Le Canada, poursuit Madame Brigden, est particulièrement bien placé pour aider les pays du Sud à préparer un plan d'attaque contre les pressions exercées par l'industrie du tabac. Le Canada est reconnu depuis longtemps comme un chef de file dans la lutte contre le tabagisme. À Genève, en octobre 2000, la délégation canadienne a également joué un rôle de premier plan aux premières audiences publiques de l'Organisation mondiale de la santé sur l'élaboration d'une Convention cadre pour la lutte contre le tabagisme. Alors que s'amorce les négociations sur ce traité, le Canada devrait continuer à apporter son aide aux pays du Sud dans l'intérêt de tous ceux et celles qui sont la nouvelle cible de l'industrie du tabac.

Suite à la parution de son texte, Madame Brigden a reçu de nombreux commentaires positifs de la part de la communauté canadienne de lutte contre le tabac (agences gouvernementales et ONG). Des enseignants d'écoles secondaires à Toronto utilisent même le texte de Madame Brigden dans leurs classes afin de sensibiliser les jeunes aux problèmes liés au tabac. Vous pouvez lire la version intégrale du commentaire à l'adresse suivante : www.idrc.ca/media/ en consultant la section *Dossiers du CRDI/Point de vue*.



LE VISAGE DE LA RECHERCHE

ZERUBABEL M. NYIIRA

DANS SON BUREAU TOUT EN HAUT D'UN ÉDIFICE DU CENTRE DE KAMPALA, LES PROPOS DE M. ZERUBABEL NYIIRA SONT ACCOMPAGNÉS PAR LA CACAPHONIE DES KLAXONS QUI RETENTISSENT DANS LA RUE. AU COURS DES ANNÉES 80, LES FUSILADES POUVAIENT SE FAIRE ENTENDRE DANS CES MÊMES RUES. LA CAPI-TALE DE L'UGANDA S'EST MAINTENANT REMISE DES SÉQUELLES D'ANNÉES DE GUERRE CIVILE ET L'AUG-MENTATION DE LA CIRCULATION TÉMOIGNE CLAIRE-MENT DU VIRAGE PRIS PAR LE PAYS.

M. Nyiira, qui est revenu en Ouganda en 1991 après avoir passé plusieurs années loin des conflits, incarne ces changements. Il dirige le Conseil national pour la science et la technologie de l'Ouganda (CNSTU) qui est chargé d'élaborer la politique nationale sur les sciences et la technologie et de coordonner les activités de recherche. Il préside aussi le Comité d'orientation de la mise en œuvre d'Acacia en Ouganda. Acacia, une initiative du CRDI, vise à aider les collectivités rurales de l'Afrique à utiliser les technologies de l'information et de la communication (TIC) pour leur développement social et économique.

M. Nyiira s'est impliqué dans l'initiative Acacia à cause des liens qui l'unissent au CRDI depuis trois décennies. À titre de directeur d'une station nationale de recherche agricole, il a participé à un atelier sur le germoplasme du manioc organisé par le CRDI en 1975. En 1980, il est devenu directeur de la recherche agricole de l'Ouganda. À ce titre, il est revenu au Canada afin d'étudier en gestion et administration de la recherche grâce à une bourse du CRDI. Quelques années plus tard, il a entrepris, pour le compte du CRDI, une mission de consultation portant sur les ressources en matière de recherche en Afrique de l'Est et du Sud.

À 61 ans, M. Nyiira jette un regard sur ses nombreuses réalisations qui, très souvent, ont vu le jour dans des conditions défavorables. Né dans la pauvreté, orphelin en bas âge, il a été pris en charge par des missionnaires. Reconnaisant son potentiel, les missionnaires l'ont aidé à obtenir une bourse d'études en Grande-Bretagne, à l'âge de 19 ans. Plus tard, il a poursuivi des études en Afrique orientale et aux États-Unis, études qui l'ont mené au doctorat en entomologie obtenu à l'Université de Nairobi.

M. Nyiira avait d'abord prévu compléter un doctorat aux États-Unis grâce à une bourse d'études de la Fondation Rockefeller. Outre ses activités de recherche, il était à l'époque chargé de cours à l'Université de Makerere. Il avait l'intention de partir pour les États-Unis à la fin du premier trimestre de l'année universitaire. Mais à la demande de ses

étudiants, il retarda son départ jusqu'aux examens finaux. Entre-temps, Idi Amin prit le pouvoir et la plupart des enseignants fuirent Makerere. La pénurie de personnel qui suivit empêcha M. Nyiira de partir.

M. Nyiira continua à travailler sous le régime Amin et il affirme que ce fut une époque où « une simple erreur pouvait vous coûter la vie ». Le CRDI a aussi continué de financer des recherches en Ouganda pendant cette période. « Le CRDI est, à ma connaissance, la seule institution qui a collaboré systématiquement avec des chercheurs ougandais pendant une période très difficile, affirme M. Nyiira. La plupart des institutions internationales ont laissé tomber l'Ouganda, mais pas le CRDI. »

Même la chute d'Amin n'a pas mis fin au chaos. Alors que la guerre civile éclatait, M. Nyiira cherchait des occasions de partir. « J'ai commencé à penser vers qui je pouvais me tourner, dit-il, et je me suis adressé au CRDI. » Le personnel du Bureau régional du Centre à Nairobi l'a soutenu dans l'obtention d'un poste auprès du Service international pour la recherche agricole nationale aux Pays-Bas (ISNAR). Au cours des années 80, il travailla à l'extérieur de l'Ouganda. Finalement, en 1991, M. Nyiira revint chez lui à titre de consultant pour le Programme des Nations unies pour le développement (PNUD). Pendant son séjour, il accepta de diriger une nouvelle institution, le CNSTU, à la demande du gouvernement national.

Le retour de M. Nyiira en Ouganda témoigne de son engagement envers l'avenir du pays. Cet engagement est aussi manifeste lorsqu'il parle de ses enfants. « Si vous me demandiez quelle est la raison qui a motivé mon retour, je vous répondrais que c'est la famille, » affirme-t-il. S'il était demeuré à l'étranger, « ma famille n'aurait pas connu son pays natal... j'ai décidé de devenir le point de convergence de la famille afin que les enfants puissent aller n'importe où, mais qu'ils retrouvent leur place à la maison à la fin de la journée. »



1970-2000 : TRENTE ANS DE RECHERCHE POUR LE DÉVELOPPEMENT

Le CRDI a souligné son 30^e anniversaire au cours des derniers mois. En octobre, il a présenté au public les résultats obtenus par les chercheurs qu'il appuie dans les pays en développement. À l'occasion d'un dîner officiel au ministère des Affaires étrangères, le CRDI a également réuni des représentants du gouvernement canadien, des ONG, des universités et du secteur privé qui ont à coeur le développement durable et équitable. Parmi les invités figuraient l'honorable Paul Martin (ministre des Finances), le premier président du CRDI, David Hopper, les membres du Conseil des gouverneurs, ainsi que Maurice Strong et l'honorable Mitchell Sharp, qui sont à l'origine de la création du Centre.

Alors qu'il entame sa quatrième décennie, le CRDI générera des connaissances afin d'alimenter de nouvelles approches du développement. Il saisira aussi toutes les occasions de relier plus étroitement les résultats de la recherche à l'élaboration des politiques. D'ailleurs, le CRDI organisera une série d'ateliers sur les politiques au cours de l'année. Ces ateliers porteront sur le commerce; la gouvernance et la réforme du secteur de la santé dans les Amériques; et la consolidation de la paix et la reconstruction.



Gordon Smith, Mitchell Sharp, Maureen O'Neil et Maurice Strong

CHANGEMENTS IMPORTANTS AU SEIN DU PERSONNEL

Deux de nos directeurs régionaux, Sibry Tapsoba et Eva Rathgeber, ont quitté leur poste respectif récemment.

Sibry Tapsoba a dirigé notre bureau régional à Dakar, au Sénégal, pendant 3 ans. Sibry, qui a très à coeur la cause de l'éducation en Afrique, assume depuis novembre dernier les fonctions de spécialiste en chef du secteur de l'éducation auprès de la Banque africaine de développement à Abidjan. Le nouveau directeur régional est **Gilles Forget**. Gilles a occupé pendant 17 ans différentes fonctions au Centre dont celle de chef de l'équipe de l'Initiative de programme Écosystèmes et santé humaine. Il sera en poste à Dakar vers la mi-avril 2001. Quant à **Eva Rathgeber**, elle quitte notre bureau régional de Nairobi pour remplir une mission spéciale à Ottawa. Eva a été directrice régionale à Nairobi au cours des huit dernières années. Elle sera avec le CRDI jusqu'en septembre 2001 pour ensuite occuper les fonctions de professeure invitée à l'Université York à Toronto.

Le CRDI a également recruté les spécialistes qui dirigeront les trois domaines de recherche identifiés dans le plan d'action 2000-2005. **Rohinton Medhora** dirige le domaine de programme Équité sociale et économique. Au CRDI depuis 1992, Rohinton était, avant cette nomination, chef de l'équipe de l'initiative de programme Commerce, emploi et compétitivité. **Peter Cooper** a été nommé directeur du domaine de programme Gestion de l'environnement et des ressources naturelles. Il arrive du Kenya où il dirigeait le programme de diffusion et d'évaluation des systèmes du International Centre for Research in Agroforestry (ICRAF). Quant au domaine de programme TIC pour le développement, il est dirigé par **Richard Fuchs**, qui possède une vaste expérience tant dans le milieu universitaire que dans la fonction publique et le secteur privé. Il a notamment mis sur pied Futureworks en 1996, une firme spécialisée dans la conception de télésystèmes et de télé-services. Cette firme a reçu le Prix d'excellence à l'exportation de Terre-Neuve et du Labrador en 1999.

VOIX DU SUD

LE CRDI A REÇU DES TÉMOIGNAGES TOUCHANTS DES PAYS DU SUD À L'OCCASION DE SON 30^e ANNIVERSAIRE. DÉCIDEURS, CHERCHEURS ET SIMPLES CITOYENS DE TOUS LES COINS DE LA PLANÈTE ONT FAIT PART DES RETOMBÉES POSITIVES DE L'ACTION DU CRDI SUR LEUR PAYS, LEUR VIE ET LEUR TRAVAIL. EN VOICI QUELQUES EXTRAITS :

Il est indéniable que dans certains domaines du savoir, toute une génération de professionnels s'est affirmée grâce à la coopération scientifique du CRDI; cela est très important.

— Carlos Vergara, conseiller auprès du Président, Chili

Dans le contexte actuel de la mondialisation et des politiques de libéralisation, je pense que des institutions comme le CRDI sont indispensables pour appuyer vraiment la cause du tiers monde.

— Chandni Joshi, UNIFEM, Inde

Au cours de notre recherche, le CRDI nous a donné la chance de connaître la réalité de la condition féminine à Gaza et le problème de la violence faite aux femmes.

— Hana Wali, chercheure, Gaza

Le CRDI a changé ma vie. Ma recherche sur la création de petites entreprises a donné plus de résultats que ceux auxquels je m'attendais. Premièrement, mon travail a été publié. J'ai pu ensuite présenter mes conclusions à des décideurs importants au Kenya.

— Catherine Ngahu, chercheure, Kenya

Je suis heureux que le CRDI ait introduit les TIC en Afrique du Sud car elles ont contribué à améliorer la vie de nos populations.

— Mmabatho Musuoe, professeur, Afrique du Sud, Schoolnet

Le CRDI a été parmi les premières organisations d'aide internationale qui ont entrepris d'appuyer des projets de recherche en Chine au début des années 1980, au moment où nous venions à peine de nous ouvrir au monde extérieur. Vous nous avez aidés à renforcer un savoir essentiel dans les domaines de l'agriculture et de la foresterie. Le monde actuel exposé à des écarts croissants sur le plan de l'information et du savoir, a encore plus besoin de l'aide professionnelle du CRDI.

— L'honorable Zhu Lilan, ministre de la Science et de la Technologie, Chine

Je crois que nous serions orphelins si on perdait le CRDI.

— Jeanne Sylla, chercheure, Sénégal

Le CRDI n'a jamais eu une relation « donateur-bénéficiaire » avec notre institution. Nous avons toujours travaillé comme partenaires en quête de nouvelles solutions dans le champ de la recherche pour le développement.

— M.S. Swaminathan, président, Fondation de recherche Swaminathan, Inde

Le CRDI a aidé les Mozambicains à mieux comprendre comment ils peuvent maîtriser et assumer leur propre développement. Et pour un grand nombre de citoyens de mon pays, le CRDI est un visage du Canada.

— Graça Machel, militante renommée au Mozambique et sur la scène internationale; épouse de Nelson Mandela, ancien président de l'Afrique du Sud

Le CRDI s'emploie à instaurer un vrai partenariat entre les institutions du Nord et du Sud. Dans un sens, cela contribue aussi à consolider les capacités de recherche des pays en développement.

— Ligia Noronha, chercheure, Inde

Notre relation avec le CRDI n'est pas terminée. C'est une relation dynamique que nous, Sud-Africains, estimons grandement.

— L'honorable Trevor Manuel, ministre des Finances, Afrique du Sud

Le CRDI a appuyé un nombre incalculable d'initiatives à un moment où elles n'étaient encore qu'une étincelle dans les yeux des penseurs du développement. L'économie et l'environnement en Asie du Sud-Est, la gestion communautaire des ressources naturelles et l'agriculture urbaine en sont quelques exemples. Merci d'avoir fait de notre développement votre raison d'être.

— Gelia T. Castillo, ancienne gouverneure du CRDI (1979-1990), Philippines



UN RÔLE NOUVEAU POUR LES UNIVERSITÉS CANADIENNES?

Récemment, le gouvernement fédéral a démontré sa volonté d'investir dans la recherche et la formation. Les fonds octroyés au Programme des chaires de recherche du Canada et à la Fondation canadienne pour l'innovation sont des preuves manifestes de cet engagement. Cette manne offre aux universités canadiennes une occasion sans précédent de concevoir de manière plus globale les collaborations en recherche. Dans ce contexte, Maureen O'Neil a présenté son point de vue sur le rôle des universités canadiennes face à la recherche internationale lors d'une conférence de l'Association des Universités et Collèges du Canada (AUCC) à Montréal, en novembre dernier. En voici quelques extraits :

Collaboration avec le Sud

« L'aide à la recherche internationale au Canada demande un effort spécial de la part des universités canadiennes : elles doivent prévoir une coopération accrue avec les chercheurs du Sud. Les percées scientifiques et le développement du savoir ont toujours tiré avantage de la collaboration internationale, mais cette collaboration a rarement inclus les régions en développement. Le village mondial de la recherche doit, par définition, inclure le Sud. Après tout, c'est là où vit la majorité de la population. »

Rapport du Groupe d'experts du Premier Ministre sur le rôle du Canada dans les activités internationales de science et technologie (S-T) publié en octobre 2000

« J'aurais souhaité que le rapport ouvre de nouvelles portes aux universités canadiennes en ce qui a trait au renforcement de la capacité en S-T des pays en développement...Je suis déçue que le Groupe d'experts abandonne essentiellement cette question à l'ACDI et au CRDI. Le Groupe conseille fortement au gouvernement fédéral d'investir dans les activités internationales des chercheurs canadiens

parce que le Canada est actuellement perçu comme un partenaire international peu crédible en S-T. Pourtant, dans un même souffle, le Groupe considère que l'analyse du renforcement de la capacité en S-T des pays du Sud ne fait pas partie de son mandat. »

Responsabilité des universités

« La recherche pour le développement ne retiendra l'attention exigée aujourd'hui que si l'institution inclut la coopération universitaire avec les chercheurs des pays en développement dans son raisonnement et en fait un objectif. La pleine participation des chercheurs du Sud sera une preuve manifeste qu'une université remplit la dimension internationale de sa mission. De plus, les universités doivent convenir de normes internationales d'excellence et les mettre à contribution pour évaluer leur performance. Cet engagement des universités pourrait, par exemple, retenir l'attention du prochain groupe d'experts sur le rôle du Canada dans les activités internationales de science et technologie. »

Appui du CRDI

« Un obstacle particulier freine la collaboration avec les chercheurs du Sud. De nombreux collègues universitaires confirment que leur engagement dans des projets de développement international ne compte ni pour leur avancement de carrière, ni pour la titularisation. Si vous pensez que cette question mérite d'être approfondie, le CRDI vous aidera volontiers dans cette tâche. Entre autres, comment procéderons-nous pour repérer et étudier des approches plus progressistes à la question des promotions et des titularisations dans un environnement universitaire qui accepte que le village mondial de la recherche inclut le Sud? »



COUP D'OEIL SUR LE CONSEIL DES GOUVERNEURS DU CRDI



Gordon S. Smith (Canada)

Président du Conseil des gouverneurs

Monsieur Smith est directeur du Centre for Global Studies à l'Université de Victoria (Colombie-Britannique), un centre voué à la gouvernance mondiale. Il est l'auteur du livre *Des États remaniés : mondialisation, souveraineté, et gouvernance*, préparé à l'intention du Secrétaire général des Nations Unies et publié par le CRDI en 2000. Auparavant, Monsieur Smith a occupé le poste de sous-ministre des Affaires étrangères.



Beryl Gaffney (Canada)

Madame Gaffney est ancienne députée fédérale et ancienne conseillère municipale en Ontario. Elle fait partie de différents comités oeuvrant dans les domaines des droits de la personne, du patrimoine et des arts.



Maureen O'Neil (Canada)

Présidente du CRDI

Au cours de sa carrière, Madame O'Neil a été particulièrement active dans les domaines des politiques publiques, de la recherche, de l'analyse des politiques et du développement. Auparavant, Madame O'Neil a été présidente de l'Institut Nord-Sud, sous-ministre des Affaires civiques de l'Ontario, secrétaire général de la Commission canadienne des droits de la personne et coordonnatrice de Condition Féminine Canada.



Jacques Gérin (Canada)

Ingénieur, monsieur Gérin a travaillé sur les scènes nationale et internationale dans les domaines du développement économique, de la gestion des ressources naturelles et de l'environnement. En outre, il a été président de la compagnie Hatch et Associés Inc., une compagnie internationale de renom qui se spécialise notamment en ingénierie et en gestion de projets.



Margaret Catley-Carlson (Canada)

Vice-présidente du Conseil des gouverneurs

Madame Catley-Carlson est actuellement consultante. Auparavant, elle a occupé les postes de présidente du Conseil de la population, sous-ministre à Santé et Bien-être social Canada, présidente de l'ACDI et directrice exécutive adjointe à l'UNICEF.



Octavio Gómez-Dantés (Mexique)

Professionnel de la santé, monsieur Gómez-Dantés est actuellement directeur des politiques de santé au Centre de recherches sur les systèmes de santé de l'Institut national de santé publique du Mexique.

photo
non
disponible

Mervat Badawi (Égypte)

Madame Bawadi est directrice du Département technique du Fonds arabe pour le développement économique et social où elle a également été conseillère technique principale et économiste en chef.



Leonard Good (Canada)

Monsieur Good a été nommé président de l'ACDI en octobre 1999. Auparavant, il a été sous-ministre à Environnement Canada et administrateur à la Banque mondiale, où il représentait le Canada, l'Irlande et certains pays des Caraïbes.



Marie Battiste (Canada)

Madame Battiste est professeure agrégée au sein du programmes d'études indiennes et du Nord de l'Université de la Saskatchewan et directrice exécutive de l'Apamuek Institute à Eskasoni, en Nouvelle-Écosse. Elle a dirigé la publication *Reclaiming Indigenous Voice and Vision*. Madame Battiste est également l'auteure d'un tout nouveau livre intitulé *Protecting Indigenous Knowledge and Heritage*.



Dan Martin (États-Unis)

Monsieur Martin est actuellement directeur du Programme mondial sur l'environnement et les ressources à la Fondation John D. et Catherine T. MacArthur à Chicago.



Lalla Ben Barka (Mali)

Madame Ben Barka, du Mali, est directrice générale adjointe de la Commission économique pour l'Afrique. Elle était auparavant chef d'équipe du Programme décennal de développement de l'éducation qui a élaboré un plan décennal pour favoriser l'éducation au Mali.



Meredith Alister McIntyre (Sir) (Grenade)

Sir Alister McIntyre est présentement conseiller technique en chef auprès du Mécanisme régional de négociation de la communauté des Caraïbes (CARICOM). De plus, il préside le groupe de travail du CARICOM sur le financement du développement des Caraïbes. Auparavant, Sir Alister McIntyre a été l'ancien vice-chancelier de la University of the West Indies.



Tom McKay (Canada)

Monsieur McKay exerce les fonctions d'expert en gestion depuis 1996. Il compte à son actif la réalisation de projets dans les domaines des systèmes d'information géographique et de gestion en Chine, de l'établissement de critères de gestion et d'évaluation de municipalités en Namibie et de l'examen de systèmes de gestion financière gouvernementale en Ouganda.



Rodger Schwass (Canada)

Monsieur Schwass est actuellement professeur émérite et chercheur principal à la Faculté d'études de l'environnement de l'Université York. Il a mené à bien d'importants travaux sur l'élaboration de stratégies nationales de protection de la nature en Chine, en Indonésie, en Jamaïque, au Kenya, au Pakistan et en Tanzanie. Il est aussi l'auteur de la publication *Institutional Linkages Between Canada and the Third World*.



Norah Olembo (Kenya)

Madame Olembo siège au Conseil des gouverneurs depuis quelques mois seulement. Elle est directrice du Bureau de la propriété intellectuelle du Kenya. Madame Olembo fait également partie du Groupe Crucible II, le collectif de réflexion international qui a réussi à rassembler les points de vue de différents experts au sein de la publication *Le débat des semences, Solutions politiques pour les ressources génériques*, publiée par le CRDI en 2000.



Paulynn Sicam (Philippines)

Madame Sicam est directrice du secteur de la paix et des droits de la personne à la Fondation Benigno Aquino, aux Philippines. Récemment, elle a dirigé l'élaboration d'un programme de formation pour les instructeurs de la police nationale; les droits de la personne font partie intégrante de toutes les matières qui y sont enseignées.



Jean-Guy Paquet (Canada)

Monsieur Paquet est président et directeur général de l'Institut national d'optique. Il a reçu récemment le prix Armand-Frappier 2000. Le gouvernement québécois a ainsi reconnu sa contribution exceptionnelle à l'établissement et au développement d'importants organismes de recherche au Québec.



Olav Slaymaker (Canada)

Monsieur Slaymaker est le directeur académique du Liu Centre for the Study of Global Issues. Il est également professeur au département de géographie de l'Université de la Colombie-Britannique. En outre, il préside l'Association internationale des géomorphologues. Ses principaux intérêts de recherche sont la durabilité des environnements montagneux et le changement environnemental planétaire.



Vulimiri Ramalingaswami, M.D. (Inde)

Pathologiste diplômé d'Oxford, le docteur Ramalingaswami est notamment professeur chargé de la recherche nationale au Département de pathologie du All India Institute of Medical Sciences. Il est aussi président du National Institute of Immunology en Inde. En 1992, sous les auspices de l'OMS, il a été secrétaire général de la Conférence internationale sur la nutrition à Rome.



Linda Sheppard Whalen (Canada)

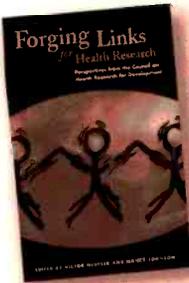
Madame Whalen dirige Longterm Environmental Action (Terre-Neuve) depuis 1992. Elle est également membre de nombreux groupes de défense de l'environnement et a participé au processus de la révision quinquennale de la Loi canadienne sur l'évaluation environnementale.



Francisco Sagasti (Pérou)

Péruvien d'origine, monsieur Sagasti préside actuellement le FORO Nacional/Internacional, une institution péruvienne vouée à la recherche du dialogue et du consensus sur les enjeux du développement. Il co-dirige également un projet de FORO intitulé *Agenda : Peru*, qui contribue à mieux comprendre les crises politiques qu'a traversées le pays et à élaborer des propositions visant à améliorer les perspectives de démocratisation et de bon gouvernement. Monsieur Sagasti a obtenu le prix 1999 *Premios a la Resistencia* de l'hebdomadaire péruvien CARETAS pour avoir élaboré une stratégie de développement à long terme qui favorise la bonne gouvernance au Pérou.

LES ÉDITIONS DU CRDI



Forging Links for Health Research

Perspectives from the Council on Health Research for Development
Sous la direction de Victor Neufeld et Nancy Johnson

En prévision de la Conférence internationale sur la recherche en santé pour le développement tenue en octobre 2000 à Bangkok, le Conseil sur la recherche en santé pour le développement (COHRED) avait appelé ses collègues dans le monde à réfléchir sur les réalisations et les reculs des années 1990. Ce livre est le résultat d'un tel bilan. Une équipe d'experts internationaux décrit les leçons apprises au cours de la décennie écoulée et suggère les solutions qui devront être mises en place dans le domaine de la recherche afin de bâtir un avenir en santé pour tous.

Éditions du CRDI 2001, ISBN 0-88936-935-6, 30 \$ CA, (version française disponible en 2001)

The Lab, the Temple, and the Market

Reflections at the Intersection of Science, Religion, and Development
Sous la direction de Sharon M.P. Harper

The Lab, the Temple, and the Market met en évidence les questions et les processus du développement et différents systèmes de croyance religieuse : hindouisme, christianisme, islam et foi Baha'i. Les auteurs — à la fois scientifiques et croyants — montrent à quel point la croyance religieuse et la foi personnelle peuvent motiver profondément et s'avérer porteuses dans les avancées scientifiques. « C'est un livre fascinant et très instructif sur un sujet vital pour notre époque. » — Wendy Tyndale (Coordonnatrice, World Faiths Development Dialogue)



Éditions du CRDI 2000, ISBN 0-88936-920-8, 264 p., 35 \$ CA



La Mondialisation au banc des accusés

La condition humaine et la civilisation de l'information
par Farhang Rajaei

La Mondialisation au banc des accusés récuse le point de vue conventionnel qui établit un rapport d'égalité entre la mondialisation et l'expansion du système économique capitaliste. En brossant un large portrait historique et holistique, l'auteur offre un point de vue sur la mondialisation qui est à la fois multidisciplinaire et multiculturel. Le professeur Rajaei examine la gestion publique et le paradoxe de la globalisation et du nationalisme (ou « nativisme ») et pose un regard particulièrement rafraîchissant sur la civilisation islamique. Son argumentation s'articule également autour

de notre système scolaire et sur son adaptation aux nouveaux défis de notre ère de l'information globale.

CRDI 2001, ISBN 0-88936-938-0, 25 \$ CA, (version française disponible en avril 2001)

Patronage or Partnership

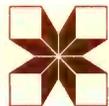
Local Capacity Building in Humanitarian Crises

Sous la direction de Ian Smillie (Projet Aide humanitaire et conflits)

Beaucoup a été écrit sur le besoin de renforcer les capacités locales dans des situations d'urgence ou de postémurgence. De nombreux programmes de secours, toutefois, sont toujours caractérisés par l'externalité : dans leur financement, les responsabilités qu'ils assument, l'approche de gestion et la dépendance d'un personnel expatrié. La réalité ne se laisse souvent pas appréhender par des énoncés de politique et des bonnes intentions. Dans les faits, le renforcement local des capacités est plus facile à dire qu'à faire et il y a un réel fossé entre des ressources qui venues d'ailleurs interviennent comme elles le peuvent dans une situation d'urgence, d'une part, et la création de compétences locales à long terme, de l'autre. *Patronage or Partnership* examine ce dilemme sous plusieurs angles en se penchant sur les cas révélateurs de la Bosnie, du Guatemala, de Haïti, du Mozambique, de la Sierra Leone et de Sri Lanka. Ce faisant, il découvre un réel espoir et des possibilités inopinées au milieu de la propagande et de la confusion prédominantes.

Éditions du CRDI 2001, ISBN 0-88936-944-5, 35 \$ CA (version anglaise disponible en mai 2001)

DONNEZ-NOUS DE VOS NOUVELLES

IDRC  CRDI

Adressez vos commentaires et questions — ou donnez-nous de vos nouvelles — aux soins de :
Line Caouette
Affaires publiques, CRDI,
B.P. 8500, Ottawa (Ontario)
Canada K1G 3H9

Télécopie : (613) 563-2476

Courriel : lcaouette@idrc.ca

www.crdi.ca

Le CRDI s'applique à produire des publications qui respectent l'environnement. Le papier utilisé est recyclé et recyclable; l'encre et les enduits sont d'origine végétale.

Canada